



LES « DASTUCES » DE LA SEMAINE

DU 7^R AU 15 JUIN 2014

TELECOMMUNICATIONS

~ FRANCE ~

« Iliad aurait fait une offre pour racheter Bouygues Télécom, mais les négociations seraient au point mort »

Selon Bloomberg, Iliad a fait dans les dernières semaines, une offre informelle entre 4 et 5 milliards d'€ dans les dernières semaines pour racheter Bouygues Télécom. Mais les négociations sont actuellement au point mort du fait d'une sensible divergence quant à la valorisation de l'opérateur, le groupe Bouygues cherchant à obtenir 7 à 8 milliards d'€ pour sa division mobile.

« Bouygues Telecom, "exsangue", charge Free et "la concurrence faussée" »

Olivier Roussat l'a confirmé lors d'une audition à la commission des affaires économiques du Sénat le 28 mai, dont le compte-rendu vient d'être publié : "nous devons réduire de façon drastique nos dépenses. Un comité d'entreprise exceptionnel se réunira le 11 juin : nous annoncerons des réductions d'emplois, condition pour continuer à vivre dans un monde à quatre opérateurs" a-t-il déclaré, en ajoutant "nous sommes exsangues". Y-aura-t-il 1.500 ou 2.000 suppressions de postes sur un peu plus de 9.000 salariés comme évoqué par un directeur en interne puis dans la presse ? Plus d'un millier sans doute au minimum, selon les responsables syndicaux, qui anticipent un plan social plus drastique que celui de l'été 2012 (550 emplois). L'information devrait leur être communiquée mercredi après-midi avant d'être rendue publique en soirée. Le patron de Bouygues Telecom y fait surtout le procès des conditions d'entrée "biaisées" de Free Mobile sur le marché, en particulier l'itinérance, l'accord par lequel il loue à Orange son réseau là où il n'a pas encore déployé le sien. Décrivant l'itinérance comme un « cancer » pour le secteur, causant "une concurrence faussée", il indique avoir saisi le Conseil d'Etat et écrit à l'ARCEP qu'il charge à plusieurs reprises : il s'insurge que le régulateur lui ait répondu que le

contrat relève du droit privé, alors que l'Autorité de la Concurrence avait souligné dans un avis de mars 2013, le fait que cette itinérance ne devait "pas se prolonger au-delà d'une échéance raisonnable 2016 ou 2018".

« Bouygues Telecom adopte la méthode "Free" dans la téléphonie fixe »

L'opérateur cherche à imposer ses tarifs dans le fixe, comme Free l'a fait avec les siens dans le mobile. Cette stratégie est à double détente. Elle vise à déstabiliser ses concurrents. Free d'abord, mais aussi Orange et le futur ensemble SFR-Numericable sont beaucoup plus puissants que Bouygues Telecom dans le fixe. En jouant la baisse des prix dans ce domaine, il espère entraîner ses rivaux dans une spirale déflationniste. Une façon de les priver d'une partie de leurs bénéfices et de les contraindre à relâcher la pression ainsi sur les prix dans le mobile. Bouygues Telecom cherche aussi à conquérir de nouveaux clients dans la téléphonie fixe, quitte à sacrifier ses marges. Pour être compétitif, Bouygues Telecom devra accompagner ce développement d'importants investissements dans le fixe, ce qui lui permettra d'économiser les frais de dégroupage (montants versés essentiellement à SFR et Orange dont il utilise les réseaux fixes).

« Le plan de survie de Bouygues Telecom »

Les détails du nouveau plan stratégique de Bouygues Telecom et ses conséquences sur l'emploi sont présentés aujourd'hui aux salariés. La « purge » sera importante : selon les syndicats, elle pourrait concerner environ 20% des effectifs. Les fonctions supports seront particulièrement touchées. Dans l'informatique et le marketing, deux tiers des postes pourraient être supprimés, alors que Bouygues Telecom cherche à simplifier au maximum ses offres dans le mobile. Boutiques et centres d'appels seraient en revanche préservés. Au-delà des restructurations, l'opérateur, qui



compte désormais moins d'abonnés mobiles que Free dans le grand public, est prêt à casser les prix dans le fixe. Courtisé par Orange mais aussi par Iliad-Free Bouygues Telecom veut prouver qu'il peut survivre seul. Les trois scénarios possibles, un rachat par Orange, un rapprochement avec Free, l'aventure en solo.

« Selon Bouygues, son rachat par Free n'est toujours qu'une rumeur »

Alors que les rumeurs de rachat de Bouygues Telecom convergent plutôt vers Orange, l'idée que Free puisse entrer dans la danse fait son chemin, ceci malgré ses capacités financières limitées. L'agence de presse financière Bloomberg croit en tout cas savoir que le créateur de la Freebox serait prêt à mettre sur la table entre quatre et cinq milliards d'euros pour s'offrir son rival. Une rumeur démentie par Bouygues, qui s'étonne du calendrier de la nouvelle, alors que la société doit annoncer aujourd'hui des licenciements.

« "Pourquoi je vends Virgin Mobile à Numericable" – Geoffroy Roux de Bezieux »

Le fondateur de l'opérateur mobile, en passe d'être racheté par Numericable pour 325 millions d'euros, invoque le manque de taille critique, dans un marché bousculé par Free, et la nécessité de réinvestir massivement. Avec la vingtaine de millions d'euros qu'il va empocher, Geoffroy Roux de Bézieux envisage de racheter ou créer une autre entreprise, mais pas dans les télécoms.

« Bouygues Telecom coupe dans les emplois pour tenter de survivre en solo »

Bouygues Telecom prévoit de supprimer plus de 1.500 postes dans le cadre d'un nouveau plan de restructuration afin de lui permettre de subsister en solo dans un marché français des télécoms éprouvé par deux années de guerre des prix. Réduire la voilure, simplifier le maquis des offres mobiles et enfoncer le clou dans l'offensive sur le fixe : telle est la feuille de route tracée par le PDG de l'entreprise, Olivier Roussat, pour assurer l'avenir du numéro trois français du mobile dans un marché

à quatre acteurs dont la consolidation se fait attendre. Lors d'un comité central d'entreprise, il a dévoilé les détails du plan de transformation qui doit permettre au groupe d'économiser 300 millions d'euros sur ses coûts à l'horizon 2016. Bouygues, qui avait déjà supprimé un peu moins de 550 postes via des départs volontaires il y a deux ans, va cette fois réduire ses effectifs de 1.516 sur un total de 9.000, soit 17%. L'informatique et le marketing seront les fonctions les plus touchées par cette nouvelle cure d'austérité qui pourrait nécessiter des départs contraints, une première dans l'histoire de la filiale de Bouygues.

Bouygues Telecom prévoit en outre d'opérer une simplification radicale de ses offres dans le mobile, qui se comptent aujourd'hui par centaines, entraînant un manque de lisibilité pour les consommateurs. L'autre axe de reconquête porte sur le fixe, segment sur lequel l'entreprise compte poursuivre sa stratégie de prix agressive avec une offre téléphone-internet-télévision à moins de 20 euros, vue par des experts comme une pierre dans le jardin de Free dont les marges approchent 40% dans le fixe. Pour atteindre cet objectif, Bouygues Telecom prévoit de maintenir ses investissements dans les réseaux, qui avoisinent en moyenne 500 millions d'euros par an.

« Bouygues Telecom va supprimer 1 516 emplois pour réinventer son modèle »

L'opérateur dit privilégier les départs volontaires et les reclassements au sein du groupe de BTP mais il procédera à des licenciements si besoin. Ni les boutiques ni les centres d'appel ne sont concernés, l'informatique et le marketing étant les plus visés. L'opérateur, qui rencontre un beau succès avec son offre triple-play à prix cassé, 19,99 euros (100.000 recrutements au premier trimestre, soit mieux que Free, Orange et SFR), prévient qu'il pratiquera « des prix très agressifs » dans le haut et très haut débit. Il commencera à commercialiser des abonnements à la fibre (jusqu'à l'abonné) le 26 juin et accélérera le cofinancement avec Orange en zones moyennement denses. Il va aussi mettre les bouchées doubles en matière de dégroupage, espérant installer ses équipements dans 1.500



centraux téléphoniques du territoire d'ici à la fin 2015, afin de couvrir 6 millions de foyers supplémentaires en ADSL.

« Mal à l'aise dans le rôle du suiveur, Bouygues paie ses erreurs »

Pour son PDG Olivier Roussat, Bouygues Telecom est un peu trop suiveur depuis janvier 2012. La stratégie mobile a en grande partie consisté à s'aligner sur les bas prix de Free Mobile, afin de limiter les pertes de parts de marché. On peut accuser le sort et les conditions très favorables faites au quatrième opérateur, Bouygues ne s'en prive pas. Cela n'empêche pas le troisième opérateur d'avoir sa part de responsabilité dans ses malheurs. L'ex agitateur n'a pas bien anticipé l'arrivée de Free Mobile. Il paie en quelque sorte le confort des années passées à trois, les années dividendes. Mais la principale erreur stratégique du groupe est sans doute d'avoir longtemps sous investi dans le fixe alors que tous ses concurrents devenaient « convergents ». Bouygues Telecom va tenter de combler une partie de l'écart, en dégroupant le cuivre et en investissant dans la fibre, ce qui aurait été plus confortable à l'époque où il gagnait de l'argent. En 2007, Numericable, qui était en position délicate, lui a proposé un mariage. Bouygues n'en a pas voulu, car le câble, qui n'avait pas été modernisé, était alors méprisé de tous.

« Bouygues : le chantier des télécoms »

Si Bouygues doit à ce point se serrer la ceinture, c'est que quelqu'un a fauté. Mais qui ? Le premier coupable tout désigné est bien sûr Free. Si tous les acteurs souffrent, c'est donc à cause de lui et de son complice, l'ARCEP. L'Autorité est en effet accusée par de nombreux industriels d'avoir accordé bien trop d'avantages à Free pour qu'il puisse bousculer le marché du mobile. Le groupe peut accuser les autres de tous les maux, mais il doit aussi regretter d'avoir fini par s'endormir sur ses lauriers et s'être contenté d'un oligopole relativement douillet sur le marché du mobile. Si Bouygues est aujourd'hui dans une position défensive, c'est aussi parce qu'il n'a pas été assez offensif.

« Le chiffre qui explique pourquoi Bouygues Telecom taille dans ses effectifs »

L'ampleur du plan social n'est pas une surprise. Elle s'explique par la taille de la structure de Bouygues Telecom, que ses dirigeants ont jugée disproportionnée, eu égard à la concurrence très vive qui agite le marché depuis l'arrivée de Free en janvier 2012. Avec un parc de 11 millions de clients mobiles et 9.000 salariés, Bouygues compte un salarié pour 1.222 clients, quand SFR a un employé pour 2.505 clients.

« Interview d'Olivier Roussat : Bouygues Telecom doit pouvoir résister dans un marché à quatre »

Le PDG de l'opérateur indique que son travail est "d'organiser l'entreprise pour qu'elle soit capable de résister dans un marché à quatre. C'est la raison du plan de transformation annoncé hier". Quant aux éventuels rapprochements avec des concurrents, il botte en touche. "Actuellement, dans le secteur tout le monde discute avec tout le monde". Pour avoir des réponses plus précises, il invite les médias à aller "avenue Hoche, là où est mon actionnaire".

« Arnaud Montebourg et Axelle Lemaire veulent un marché à trois et un respect du plan fibre »

Le 3 juin dernier, Arnaud Montebourg et Axelle Lemaire ont été interrogés par la Commission des Affaires Économiques au Sénat. Le compte-rendu vient d'être dévoilé et montre que les sujets abordés ont principalement concerné les acquisitions, la concentration du marché au niveau français et européen, et surtout le plan fibre. Résumé.

« Une nouvelle commission sur le numérique a été lancée à l'Assemblée »

Une nouvelle commission sur "le droit et les libertés à l'âge du numérique", composée de députés des différents groupes politiques et de personnalités extérieures, a été lancée mercredi à l'Assemblée nationale. Cette commission de réflexion et de propositions, coprésidée par le député de la Nièvre Christian Paul et l'avocate Christiane Feral-Schuhl, "cyber-arbitre" auprès de l'Organisation mondiale de la propriété



intellectuelle, doit se réunir tous les 15 jours et ses travaux seront publics et interactifs. Elle devra "dégager des principes et une méthode de travail sur la question transversale du numérique afin de mieux appréhender ces enjeux dans l'examen de l'ensemble des projets de loi", dans un rapport qui devrait être rendu au printemps 2015.

« SFR condamné à 46 millions d'euros d'amende pour tarifs abusifs »

L'opérateur mobile écope d'une amende pour un "abus de position dominante" pratiqué par SRR, sa filiale à La Réunion et Mayotte. Problème: durant 12 ans, SRR a proposé des tarifs moins élevés pour les appels entre clients SRR, que pour les appels passés vers les opérateurs concurrents.

"SRR facturait de 3 à 24 centimes d'euro plus cher pour ses clients réunionnais les appels passés vers les autres réseaux, et jusqu'à 26 centimes d'euro plus cher pour ses clients à Mayotte. Ces différences de prix concernaient aussi les envois de SMS, qui étaient de 3 à 10 centimes d'euro plus cher si le correspondant contacté était chez un concurrent", pointe l'Autorité de la concurrence.

Pire: "cette différenciation tarifaire n'était pas justifiée par les coûts supportés par SRR pour l'acheminement de ces appels. Les écarts de prix ont été plus de 3 fois supérieurs aux écarts de coûts supportés par SRR à La Réunion. À Mayotte, les écarts de prix ont été parfois supérieurs de plus de 50 % aux écarts de coûts". A noter que l'amende a été réduite de 18%, car l'opérateur "n'a pas contesté les faits et s'est engagée à se doter d'un programme de conformité en matière de concurrence".

~ EUROPE ~

« Le Tribunal confirme l'amende de 1,06 milliard d'euros infligée à Intel pour avoir abusé de sa position dominante sur le marché des processeurs x86 entre 2002 et 2007 »

Selon la Commission, Intel a abusé de sa position dominante sur le marché mondial des processeurs x86 entre octobre 2002 et 2007, en mettant en œuvre une stratégie destinée à exclure du marché son seul concurrent sérieux, Advanced Micro Devices, Inc. (AMD). Par décision du 13 mai 2009, la Commission a infligé au fabricant américain de microprocesseurs Intel une amende de 1,06 milliard d'euros pour avoir abusé, en violation des règles de

concurrence de l'Union européenne et de l'Espace économique européen (EEE), de sa position dominante sur le marché des processeurs x86. La Commission a, par ailleurs, ordonné à Intel de mettre immédiatement fin à cette infraction dans l'hypothèse où cela n'aurait pas encore été fait.

« La Suède en tête du financement de la recherche numérique »

La Suède est au premier rang pour la R&D numérique, mais l'UE dans son ensemble demeure en retard sur le Japon et les États-Unis: des données récentes indiquent que 6,6% du total des aides publiques à la R&D vont aux technologies de l'information et des communications (TIC) dans l'UE, contre 9,1% au Japon et 7,9% aux États-Unis.

~ INTERNATIONAL ~

« "Big Data", pénurie de fréquences et stratégies de financement des investissements dans les nouveaux réseaux : les nouvelles priorités pour les régulateurs techniques »

Plus grande réunion annuelle d'experts de la régulation du secteur des TIC, le Colloque mondial des régulateurs (GSR) était accueilli par le Gouvernement du Bahreïn, la manifestation a réuni plus de 700 éminents spécialistes de 113 pays, qui se sont penchés sur les nombreuses questions juridiques et de politiques publiques complexes que pose notre environnement numérique hyperconnecté. Consacrée au thème "Mettre à profit le potentiel du monde numérique", l'édition de cette année est l'une des plus suivies. Au cours de ce colloque, il a été mis en avant le rôle de plus en plus central des technologies de l'information et de la communication dans la quasi-totalité des aspects de l'économie et des interactions sociales est à l'origine de défis de taille pour les régulateurs et les décideurs dans le secteur des TIC, dont les décisions ont une incidence déterminante sur le monde de demain.

La séance qui s'est déroulée sur les "Big Data" a rappelé aux délégués présents que 90% des données stockées dans le monde ont été collectées au cours des deux dernières années. Le stockage étant aujourd'hui peu coûteux, la tendance consistant à stocker sur le long terme tous les types



de données ou presque – même des informations n'ayant manifestement aucune valeur immédiate – fait naître de nouvelles possibilités d'amélioration des services utiles à la société dans des domaines comme l'épidémiologie, la gestion de l'environnement et les opérations de secours en cas de catastrophe, mais soulève aussi des inquiétudes concernant la protection de la vie privée. Les régulateurs doivent ainsi anticiper et mettre en place des cadres permettant d'exploiter pleinement le potentiel du "Big Data" sur le plan social, tout en agissant en amont pour protéger les intérêts légitimes des consommateurs.

« Mali : Orange sanctionné à hauteur de 6,8 milliards de FCFA pour fraude »

L'opérateur de téléphonie mobile Orange-Mali a écopé d'une amende de 6,8 milliards de FCFA (14 millions de dollars) de la part de l'Agence malienne de régulation des télécommunications/Tic et postes (AMRPT). Il lui est reproché des actes de fraudes. Orange a violé les termes de son cahier de charges et l'interdiction du régulateur télécom de commercialiser une offre de téléphonie fixe baptisée « Duba », sur la bande de téléphonie mobile.

« Google s'offre les satellites Skybox pour 500 millions de dollars »

Google poursuit sa boulimie d'acquisitions. Après les drones ou les thermostats intelligents, le géant Internet américain a mis la main sur la société d'imagerie par satellites Skybox Imaging pour 500 millions de dollars. Fondée en 2009 dans la Silicon Valley, Skybox fabrique de petits satellites d'observation de la Terre qui sont capables de prendre des photos et des vidéos en haute résolution. Pour l'instant, la société ne dispose que d'un seul satellite opérationnel mais elle évoque le déploiement à terme d'un réseau avec 24 de ces appareils. Skybox permettrait à Google de mettre à jour ses bases d'images incluses dans les applications Google Earth et Google Maps et d'en améliorer la qualité.

« Moody's questions benefits of telecoms mergers »

Moody's, the rating agency, warned that the telecoms industry could see limited benefits from sector consolidation because of its need to address competition concerns. Mergers in the telecoms sector may not reduce competitive pressures on margins and profits as much as companies have hoped, analysts at Moody's said in a report. They point to the stringent competition remedies required to win EU approval of a merger between two telecoms groups in Ireland.

« Samsung va entrer en Bourse au premier trimestre 2015 »

L'entreprise Samsung Everland, holding de l'ensemble de la galaxie Samsung va être introduite en Bourse au début de l'année prochaine. La société, qui exploite des terrains des golfs et le plus grand parc d'attraction de Corée du Sud tout en fournissant par ailleurs une expertise en matière d'efficacité énergétique des bâtiments, est le rouage central du mécanisme financier organisant la mainmise du clan Lee sur les 74 sociétés constituant le chaebol.

EXPORT CONTROL

« La volonté des Etats-Unis d'empêcher à la France d'exporter des porte-hélicoptères et l'action en justice menée contre BNP auraient-elles un lien ? »

Le 5 juin, Barack Obama suggère aux Français de repousser la date de livraison des porte-hélicoptères russes. Quelques jours plus tôt, Benjamin Lawsky, superintendant des services financiers de l'état de New York assigne la BNP en justice pour 10 milliards de dollars. Existe-t-il un lien entre les deux affaires ?

« Watchdog: Obama drops export controls on components sought by U.S. enemies »

"The United States has removed export controls that could enhance Middle East sponsors of insurgency groups", a report said. The Project On Government Oversight asserted that the administration of President Barack Obama lifted export control from more than 30,000 military components.



« Comprendre l'impact de la réforme export control sur les exportations de satellites »

For more than a decade, the space industry in the US has been fighting for export control reform. A provision of the fiscal year 1999 defense authorization bill moved satellites and related items from the Commerce Control List to the US Munitions List (USML), placing them under the jurisdiction of the more restrictive International Traffic in Arms Regulations (ITAR). That, in turn, made it more difficult for US companies to export those items, even to close allies and even as similar items became widely available outside the US. That fight for export control reform is now largely over, and largely won by the industry. Earlier this month, the State Department issued its "interim final rule" for Category XV of the USML, moving many of those commercial satellites and related items off the list and back to the Commerce Department's list. However, the industry didn't get all of the reform it wanted, and there remains some unfinished business regarding both export control reform and industry's adaptation to a new way of doing business.

« Le contrôle des exportations et l'exportation du matériel et de la technologie liés aux énergies solaires »

SolarBusinessServices' Nigel Morris discusses managing export control and the products and devices available. "We are going to have to learn to live with it to grow our industry but it seems to me, we can do it and it shouldn't cost the earth. I am pretty sure there is a whole lot of innovation going on out there and I want to showcase it and tell the world about what is available, with your help. To be clear, I see two very distinct and sometimes overlapping markets for export control devices". The first is 'utility grade' products. These products are utility approved and typically throw a relay when solar generation exceeds load, ensure exports don't occur and create voltage rise. They are approved for network use and are predominantly a protection device.

NB: Plus de news en export control sur <http://www.exportlawblog.com/>

« Espace : rapprochement entre Airbus et Safran autour d'Ariane »

L'onde choc de Space X n'en finit pas de bouleverser la filière Ariane. François Hollande reçoit lundi à 8 heures du matin Tom Enders, le PDG d'Airbus, maître d'oeuvre industriel de la fusée européenne, et Jean-Paul Herteman, son alter ego de Safran, responsable de la propulsion. A la clé : l'annonce d'un futur rapprochement de leurs activités dans le domaine des lanceurs. Sera également présente, Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat en charge de l'enseignement supérieur et de l'Espace. Depuis que Space X enchaîne les mises en orbite de satellites avec succès pour un prix imbattable, toute la filière Ariane est en ébullition. Malgré une fiabilité qui n'est plus à démontrer, Ariane souffre d'une organisation industrielle trop éclatée, plombée par la pratique des retours géographiques, ce qui nuit gravement à sa compétitivité. Même si elle est subventionnée dans les grandes largeurs par la Nasa, la société américaine, elle, travaille de manière totalement intégrée. Qui plus est, son patron, le très flamboyant Elon Musk (celui de Paypal ou des voitures électriques Tesla), a choisi de faire du neuf avec du vieux quand les ingénieurs de la vieille Europe se sont toujours complu dans la surenchère technologique.

« USAF Rejected SpaceX Offer To Launch GPS 3 Satellites for \$80M Each »

Months before the U.S. Defense Department disclosed plans to award a sole-source contract to United Launch Alliance for a block of national security satellite launches, the Air Force turned down an unsolicited bid from Space Exploration Technologies Corp. to launch the service's GPS 3 navigation satellites for \$79.9 million each, according to new filings in federal court.

« Inmarsat ressuscite Europasat avec Arabsat »

L'opérateur de télécommunications mobiles par satellites Inmarsat s'est associé avec l'opérateur panarabe Arabsat pour relancer son projet de satellite pour les liaisons mobiles à haut débit



Europasat, mis en sommeil depuis cinq ans. Inmarsat et Arabsat ont passé commande à Thales Alenia Space (TAS) d'un satellite de forte puissance doté d'une charge utile tri-bande, qu'ils exploiteront conjointement depuis la position orbitale géostationnaire à 39° Est, à la verticale du Kenya. Le contrat annoncé le 5 juin porte sur un satellite entièrement repensé, avec une mission plus axée sur la connectivité, mais dans la continuité des travaux menés par TAS avec Inmarsat depuis 2006. En combinant leurs missions dans un seul satellite d'environ 200 M\$, les deux opérateurs auraient réduit de près de moitié leur investissement respectif. Il s'agit du quatrième contrat signé par TAS pour un satellite Spacebus depuis le début de l'année, après Yamal 601 et le doublé Koreasat 7 et 5A. Le constructeur européen fait donc jeu égal avec le numéro un du marché SSL (quatre satellites signés en 2014), devant Airbus Defence & Space, Mitsubishi Electric et Orbital Sciences (un satellite chacun).

« Late or Not, Galileo Positioned for a Global Embrace »

European government officials said their Galileo navigation satellite system appears poised to be adopted by a large, global user community despite its many delays and the fact that it will not be in full service before 2017, if not later. Addressing the European Space Solutions conference here, officials from Europe and Asia said the recent one-day outage of Russia's Glonass satellite navigation system and debate about the quality of China's Beidou satellite signals have reinforced their belief that all future users will want access to at least two navigation constellations, if not more.

« Airbus a testé son Space Plane en Mer de Chine »

La nouvelle avait filtré mais pas encore les images. Airbus a effectué un essai en vol de la maquette de son futur Space Plane suborbital le 3 mai. La campagne, réalisée avec le soutien du Singapore Economic Development Board, s'est déroulée à 100 km au large de Singapour du 1er au 4 mai et a mobilisé une flotte de sept navires. Il s'agissait de valider les conditions dynamiques en fin de vol de l'appareil après sa mission suborbitale, de la

transition au vol horizontal jusqu'à l'approche pour l'atterrissage. Après dépouillement des résultats, les essais pourront reprendre fin 2014 ou début 2015 - selon les budgets disponibles - avec un largage depuis un ballon stratosphérique, vers 30 km d'altitude, pour élargir l'enveloppe de vol.

« U.S. Air Force Signs Trailblazing Lease for SES Satellite Capacity »

The U.S. military took an important step toward changing how it buys commercial satellite bandwidth by awarding SES Government Solutions an \$8.2 million contract for capacity aboard an aging satellite covering western Africa. The contract is the first in a series of so-called pathfinders developed by the Defense Department to test out new ways of doing business with commercial satellite operators, who have long criticized the Pentagon's buying habits as outdated and inefficient.

« Technologies de science-fiction pour missions d'avenir »

La Nasa vient de sélectionner douze concepts qui recevront chacun un financement d'environ 100 000 \$ sur neuf mois à un an pour des études complémentaires dans le cadre de son programme Niac (NASA Innovative Advanced Concepts). Si elles sont sélectionnées pour une seconde phase, certaines recevront environ 500 000 \$ pour deux ans d'études.

« Six candidats pour le satellite d'observation bolivien »

Après la décision du Pérou et alors qu'on attend encore celles du Chili et de la Colombie, c'est au tour de la Bolivie de solliciter l'industrie spatiale internationale pour des propositions concernant la réalisation de son système d'observation par satellites. Selon la presse latino-américaine, six gouvernements ont déjà pris contact avec La Paz pour des offres industrielles : la Chine (pour China Great Wall Industry Corp.), l'Espagne (pour Elecnor Deimos), les Etats-Unis (pour Lockheed Martin), la France (pour Airbus DS et Thales Alenia Space), le Royaume-Uni (pour SSTL) et la Russie (vraisemblablement pour RKK Energiya). Baptisé « Bartolina Sisa » du nom d'une héroïne



aymara de la résistance à la colonisation espagnole et épouse de Túpak Katari qui a donné son nom au premier satellite de télécommunications bolivien, le satellite d'observation doit coûter environ 100 M\$ et être lancé fin 2017 ou début 2018. Les industriels chinois et français auraient déjà transmis leurs premières propositions techniques et financières.

« La Chine veut rentrer dans la cour des grands »

Le programme spatial chinois est ambitieux et avance à grand pas, aussi bien au niveau des lanceurs que du vol habité ou encore du programme lunaire. Les projets à venir ont été confirmés et précisés au cours de la douzième conférence consultative politique du peuple chinois. Pour mettre en œuvre ses grands projets spatiaux et être plus compétitive sur le marché des lancements commerciaux de satellites, la *China Academy of Launch Vehicle Technology* a conçu un nouvel étage à propergol liquide (Yuanzheng-1, "Expédition" n°1) pour les lanceurs Longue Marche 3C et 3B. En outre, une nouvelle gamme de lanceurs devrait à terme s'ajouter aux capacités chinoises actuelles. Ainsi, Longue Marche 5,6 et 7 devraient être employés à partir de 2015. Les lanceurs actuels utilisent des ergols N2O4/UDMH qui sont à la fois chers et dangereux ; l'objectif est de les remplacer par un système oxygène liquide/kérosène. Conçus à Tianjin et transportés par voie maritime sur l'île de Hainan, ils partiront du nouveau centre de lancement à Wenchang. Ce fonctionnement permettra de baisser les coûts et les contraintes imposés par un transport terrestre et d'améliorer les performances grâce à la proximité du centre avec l'équateur.

« Alexander's first week in space »

ESA astronaut Alexander Gerst has now spent a week in space on the International Space Station. As he grows accustomed to floating in weightlessness, he has been busy learning about his new home, taking over experiments, drawing blood, keeping fit and, yes, cleaning the toilet. Alexander arrived in the early morning 29 May together with NASA astronaut Reid Wiseman and

Roscosmos commander Maxim Suraev in their Soyuz spacecraft.

« Des plantes dans la Station Spatiale Internationale »

Les recherches menées par l'équipe de chercheurs de l'Université de Clermont-Ferrand (UMR INRA/UBP PIAF « Physique et Physiologie Intégrée de l'Arbre Fruitier et de l'Arbre Forestier ») portent sur la compréhension des mécanismes de la perception de la gravité dans les racines. Ces recherches, initiées par une équipe de l'Université de Paris 6, ont amené l'équipe de Clermont à concevoir un projet spatial qui vient de se concrétiser. Soutenue par l'ESA (Agence Spatiale Européenne) et le CNES (Centre National d'Etudes Spatiales), l'expérience spatiale Gravi-2 a eu lieu au sein de la Station Spatiale Internationale, avec la collaboration de Centre des Opérations (N-USOC à Trondheim, Norvège) et de la NASA. L'expérience Gravi-2 a pour objectif de mieux comprendre les processus qui résultent d'un changement de la répartition des amyloplast (organites cellulaires riche en amidon) en micropesanteur.

AÉRONAUTIQUE

« Airbus encaisse sans broncher l'annulation de la commande record d'Emirates »

C'était l'une des plus grosses commandes de l'histoire de l'aéronautique et c'est aujourd'hui la plus grosse annulation jamais subie par Airbus. La décision d'Emirates de tirer un trait sur 70 A350 représente pour l'avionneur un manque à gagner de 21,5 milliards de dollars au prix catalogue de 2014. C'est également le plus important revers essuyé par le long courrier depuis la relance du programme en 2007 avec le soutien... d'Emirates !

« Coup dur pour Airbus : les portes de l'A380 ont un problème »

C'est une nouvelle tuile pour Airbus. Après les microfissures sur les ailes de l'A380 fin 2011 début 2012, les portes du géant des airs poseraient également un certain nombre de problèmes, selon plusieurs sources industrielles concordantes. Un problème sérieux au point que plusieurs



compagnies aériennes disposant d'A380 dans leur flotte, dont Emirates, ont demandé à Airbus de changer certaines des portes du gros porteur. L'avionneur affirme qu'il n'y a pas de problèmes de sécurité des appareils en vol.

« Le transport aérien toujours confronté au défi de la sécurité »

Si 2013 fut la meilleure année de l'histoire du transport aérien, avec seulement 90 accidents graves sur 32,1 millions de vols (et 173 décès sur 3,2 milliards de passagers), le renforcement de la sécurité aérienne est revenu sur le devant de la scène cette année. La mystérieuse disparition du vol de Malaysia Airlines et de ses 239 occupants a jeté une ombre sur les performances du secteur. Voilà peut-être pourquoi Airbus a décidé de dévoiler hier, et pour la première fois, ses statistiques depuis 1958, illustrant de façon spectaculaire les progrès réalisés.

« L'Espagne lance la privatisation partielle d'AENA »

Madrid a annoncé la vente partielle, à des investisseurs privés, d'Aena, le plus important organisme gestionnaire d'aéroports au monde. L'Etat espagnol restera majoritaire avec 51 % du capital, 28 % étant introduit en Bourse via une offre publique de vente et 21% étant réparti entre un noyau « d'actionnaires de long terme » sélectionnés sur appel d'offre.

« Un exercice de cyberguerre perturbe le contrôle aérien en Europe »

Les brèves disparitions sur les écrans radar de dizaines d'avions de ligne ces derniers jours en Autriche, en Allemagne, en République tchèque et en Slovaquie pourraient être liées à des exercices militaires de simulation de guerre électronique.

« Etihad prend enfin Alitalia sous son aile »

Le mariage entre le transporteur italien en difficultés Alitalia et sa "fiancée" depuis décembre, la compagnie aérienne émiratie Etihad, se fera bien, vraisemblablement d'ici la mi-juin, après la signature dimanche d'une déclaration conjointe des deux compagnies.